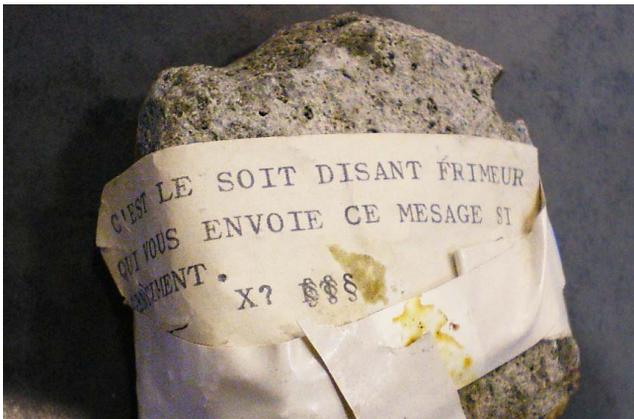


++++
INTRODUCTION :
UN CAILLOU DANS
LA BIBLIOTHÈQUE
++++

+++++
INTRODUCTION : UN CAILLOU
DANS LA BIBLIOTHÈQUE
+++++

Peu de personnes savent qu'en France on brûle des bibliothèques, des incendies ignorés du public et des spécialistes jusqu'à une date récente. Nous avons répertorié 70 bibliothèques incendiées entre 1996 et 2013, et nous savons que d'autres ont subi ce type d'attaque depuis le début des années 1980¹. Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ? Le fait est suffisamment énigmatique pour qu'on se pose la question avec toute sa force. Le fait est suffisamment grave et significatif aussi pour qu'on accompagne cette première question d'une deuxième. Pourquoi ces incendies n'ont-ils attiré l'attention de personne ? L'incendie de bibliothèque a toujours fait scandale, horrifié les intellectuels, les femmes et les hommes de culture, incité les politiques à réagir, suscité la curiosité des journalistes et des chercheurs en sciences sociales ; pourquoi un tel silence dans la France contemporaine alors que ces événements se répètent depuis maintenant trente ans ?

Photo 1. Pierre lancée contre la bibliothèque municipale



de Villiers-sur-Marne au début des années 1990².

1. Voir le tableau Bibliothèques incendiées en France, p. 40.
2. La directrice de la bibliothèque, à qui le message était destiné, l'a précieusement gardé et me l'a montré en 2008 à la fin d'une présentation des premiers résultats de mon enquête.

L'objectif de ce livre n'est pas seulement de donner à voir un phénomène passé inaperçu. Il s'agit aussi d'abandonner l'idée selon laquelle ce type d'événement relève de conduites insensées, voire nihilistes. Et pour cela, le premier pas consiste à sortir les élus, les bibliothécaires, les journalistes, les enseignants et nombre d'habitants de leur état de perplexité, dès lors qu'une bibliothèque est ainsi prise pour cible. Nous nous proposons de prendre les pierres qui tombent sur les bibliothèques de quartier comme ce qu'il faut tenter de comprendre. Nous considérerons ces attaques comme des messages de pierre et comme des images de feu qui nous disent quelque chose et nous éclairent sur les bibliothèques et sur leurs quartiers, sur la relation intime qui se noue dans ces territoires entre l'institution et son public.

Derrière les bibliothèques en flammes, nous voyons les classes populaires agir dans le cadre des divisions et des conflits qui déchirent leur univers : nous observons non seulement la place de l'écrit au sein des cultures populaires et urbaines, mais aussi les politiques culturelles des municipalités et des collectivités territoriales, et la façon dont l'action d'État est perçue (notamment à travers les intervenants sociaux, le système scolaire et aussi l'action de la police) ; nous observons les conflits manifestes entre les quartiers et les institutions implantées dans le territoire de ces quartiers, les conflits existant entre bibliothécaires et habitants, qui apparaissent ici comme deux classes distinctes d'agents sociaux.

Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ? La réponse à la question et à celles qui lui sont associées demande et justifie un long travail d'investigation dont les premiers pas nous amènent à préciser le problème. Nous devons dire pour commencer qu'il ne s'agit pas d'« autodafés », que ces incendies de bibliothèques n'obéissent pas à des raisons idéologiques ou religieuses, qu'il ne s'agit pas d'actes de censure. Les incendies s'inscrivent dans le phénomène de révoltes qui ont lieu dans les quartiers populaires des grandes villes et qu'on a l'habitude en France d'appeler « émeutes ». Celles-ci relèvent en réalité d'un phénomène d'ancrage territorial de la politicit  populaire. Par leur localisation d'abord : sont incendiées exclusivement les bibliothèques situées dans les grands ensembles des périphéries urbaines, ces quartiers où nous observons de manière endémique depuis 1979 des émeutes ou des « violences urbaines » caractérisées, entre autres aspects, par le recours à l'incendie (de voitures, d'institutions publiques, parfois de commerces) et aux « caillassages ». Par leur historicité ensuite : ces incendies de bibliothèques font partie

de l'histoire des « banlieues », bien que la sociologie des quartiers et des émeutes ait jusqu'à présent ignoré leur existence. Ainsi, pendant les émeutes de l'automne 2005, plus de 20 bibliothèques ont été incendiées, et 7 ont été incendiées suite à l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République au printemps 2007.

L'HISTORICITÉ DE L'ÉVÉNEMENT

+++++

Caillassages et incendies s'inscrivent dans trois mutations simultanées. Une mutation des classes populaires par laquelle un segment du monde populaire se détache du passé ouvrier qui le caractérisait et lui conférait une certaine intelligibilité pour se définir plutôt à partir de son inscription territoriale, de sa marginalité urbaine – au sens que la sociologie latino-américaine a donné à cette expression. Une mutation des politiques sociales et plus largement des politiques publiques dont la « politique de la ville » est l'un des éléments centraux, mutation par laquelle l'État a changé son rapport aux classes populaires et a ainsi contribué à l'autonomisation de ce segment que la société entière connaît comme « les banlieues ». Enfin, une mutation politique dont l'élément le plus saillant est donné par la difficulté des formations politiques traditionnellement liées au monde ouvrier à mobiliser aujourd'hui ce segment du populaire au sein duquel évoluent ceux qui brûlent les bibliothèques de quartier.

Cependant, bien qu'inscrit dans ce cadre, l'incendie d'une bibliothèque constitue toujours un événement qu'il faut considérer dans son caractère émergent. L'événement s'inscrit dans une situation, mais il y introduit une rupture qui ne peut pas être entièrement saisie par sa contextualisation. Il y a là quelque chose de remarquable. Une rupture, un drame, un moment que marque une discontinuité par laquelle le temps n'est pas identique avant et après que les flammes ont illuminé la nuit. Oui, les incendies interviennent toujours la nuit. Ce caractère exceptionnel lui est partiellement conféré par sa forme spectaculaire. Et surtout, cette forme événementielle contribue à qualifier ces actes de « violences ». Perplexes devant l'inexplicable, bibliothécaires et autorités qualifient l'incendie de « violence ». Ainsi parlera-t-on des « violences faites aux bibliothèques » et des « attaques » que tel équipement a pu subir. Et la qualification même de violence vient souligner une rupture dans l'ordre des choses, car effectivement les flammes ne sont pas simplement l'expression de la situation des quartiers, le résultat de la pauvreté, du chômage ou du racisme – de

fait, en tant qu'institutions, les bibliothèques ne sont pas des acteurs directs de ces problématiques.

Quand on qualifie un fait quelconque de « violence », on acte une rupture dans la continuité temporelle provoquée par l'action. On pourra alors s'interroger sur les causes de la violence ou sur les motivations des acteurs, mais dès qu'on qualifie un fait de « violence », on introduit une césure rhétorique dans la séquence des événements. La violence étourdit, assomme, indigne, provoque l'étonnement, laisse dans la perplexité. Ainsi désigné comme une « violence », l'incendie intentionnel d'une bibliothèque nous amène à l'investigation sur un acte considéré dans sa singularité, comme un fait sorti de son contexte. C'est dans cet état que nous nous trouvons les uns et les autres après l'incendie d'une bibliothèque, bibliothécaires, hommes politiques, enseignants, habitants, intervenants sociaux, tous émus, embarrassés. Dans l'impossibilité de comprendre, ils parlent de la violence des faits et ils s'emploient alors à effacer les traces de la souillure et à reconstruire les choses « à l'identique » – selon l'expression souvent employée par les maires des villes en question. Comme si on pouvait effacer les traces de la violence par la reconstruction. Comme si on pouvait ne rien avoir vu derrière les flammes, ne rien avoir entendu du bruit des vitres cassées.

Se produit ainsi une double opération symbolique que nous explorerons en profondeur. D'un côté, la qualification de violence sort l'action de son contexte et la rend inintelligible. On pense alors que les auteurs des actes ont un problème, que celui-ci soit de nature sociale (« ce sont des exclus »), culturelle (« c'est une conséquence de l'immigration ») ou psychologique (« il s'agit de jeunes dont la socialisation familiale a failli et qui ne respectent pas l'autorité »). De l'autre côté, la qualification de la protestation comme une « violence » et la réponse qui s'ensuit (« il faut reconstruire la bibliothèque ») tendent à obturer les débats et à sortir l'action de l'espace politique.

Nous proposerons au contraire d'accueillir pierres et cocktails Molotov comme porteurs de messages adressés à la fois aux institutions et aux autres habitants du quartier, comme une tentative d'ouvrir les institutions à une réalité qui est pourtant là, de l'autre côté des vitres. Or, tout se passe comme si les institutions ne pouvaient ou ne voulaient pas regarder au travers de la fenêtre ouverte par le caillou, comme si on ne pouvait pas regarder à la lumière des flammes. Quand les jeunes tentent d'ouvrir l'espace public, le système politique tend à le refermer par un refoulement du message envoyé. Si, au lieu de déchiffrer ce que les pierres portent en

elles, si, au lieu d'ouvrir des espaces de discussion, on se limite à condamner la violence, on se borne alors à signaler ce qui est inacceptable. Mais c'est le rôle du sociologue que d'essayer de voir à travers ce qui nous horrifie, à placer l'inacceptable au centre de la réflexion.

L'incendie d'une bibliothèque est donc un acte de rupture qu'il faut accueillir dans la réflexion. Cependant, ces incendies doivent aussi être inscrits dans la temporalité plus longue des rapports conflictuels que ces équipements culturels entretiennent avec les quartiers où ils tentent d'agir. Toute une série de conflits « mineurs » et moins spectaculaires que la destruction d'une bibliothèque par le feu précède et entoure ces événements. Désordres dans les salles de lecture, conflits quotidiens entre les jeunes et les bibliothécaires, conflits entre usagers pour les modalités d'utilisation de l'espace, vols d'ordinateurs, de CD ou de DVD, destruction de livres ou d'autres supports, sanctions et exclusion des usagers de la part du personnel, interdictions d'entrer à ceux qui ne respectent pas les exigences de l'institution, appels à la police de la part des bibliothécaires pour intervenir au sein du quartier, voire de l'équipement, durs échanges verbaux entre bibliothécaires et habitants considérés « insultants » de part et d'autre, menaces et parfois même coups et bousculades, caillassages de vitres, *tags* ou graffitis sur les murs, conflits avec des groupes religieux trop rapidement interprétés comme une opposition entre la loi de la République et de l'individualisme (inscrite dans la bibliothèque) et la loi de la communauté (représentée par la religion). En somme, toute une conflictualité qui donne à voir la difficulté à mettre en place des dispositifs de la politique culturelle au sein du territoire des classes populaires, qui met en évidence les résistances que l'État peut susciter dès lors que son action est perçue comme une intervention en territoire étranger. Après tout, il ne faut pas oublier que les professionnels (bibliothécaires inclus) qui exercent dans ces quartiers sont appelés « intervenants » dans le jargon des administrations qui orientent la politique publique. Et nous ne devons pas omettre non plus que les populations de ces quartiers ont affaire quotidiennement à une myriade d'institutions dont dépendent autant leur survie que leurs chances de se projeter vers l'avenir, et que cette relation des classes populaires avec les institutions qui s'occupent d'elles est probablement la principale source de conflit dans ces espaces du monde populaire.

« Violence », donc. Ce qui s'inscrit dans la temporalité d'une relation conflictuelle est réduit à l'étonnement provoqué par l'attaque. Le caractère réellement événementiel de l'acte vient ainsi cacher la trame de

rapports conflictuels qui caractérise la relation entre la bibliothèque et son quartier d'implantation. L'incendie est considéré violent et vraiment vécu comme tel, c'est-à-dire qu'il fait moralement violence. Or, en deçà de son caractère événementiel, nous allons inscrire l'incendie dans l'économie de rapports conflictuels multiples qui caractérisent les relations des institutions publiques et de l'État avec les habitants de ces quartiers. Des rapports de conflit dont les dimensions sont multiples et que nous essaierons de décrire pour tenter de comprendre ce qui se passe au moment où les bibliothèques brûlent. L'inscription de l'événement dans une trame conflictuelle plus longue, quotidienne et moins spectaculaire que l'incendie ne suffira peut-être pas à rendre complètement intelligible ce phénomène, mais elle contribuera sûrement à sortir de leur perplexité les acteurs concernés, en tête desquels les usagers et les bibliothécaires.

L'événement prendra toute sa place dans la temporalité d'une série de rapports sociaux et politiques complexes où la bibliothèque agit, se trouvant parfois à la faveur des uns et contre les autres. En effet, l'un de nos propos est de rendre visible l'action de la bibliothèque au sein des quartiers, une action qui vise à transformer ces territoires. La « violence » ne sera nullement effacée, encore moins niée. Mais elle s'inscrira au sein d'un conflit entre deux agents, la bibliothèque (et derrière elle une volonté politique incarnée par la municipalité et l'État) et certains des habitants qui semblent vouloir dire quelque chose à travers leurs actes.

Les incendies de bibliothèques s'inscrivent donc dans un cadre de transformations et de bouleversements et constituent, en même temps, une forme d'action au sein d'une conflictualité complexe. De même qu'ils font partie d'une nouvelle sociabilité des classes populaires de certaines périphéries urbaines, les incendies donnent à voir les transformations de la « politicalité » de ces groupes sociaux. Par ce mot, que nous emploierons souvent tout au long du texte, nous voulons faire référence à la condition politique de ces catégories sociales. Les classes populaires ne rentrent pas en « rapport à la politique » une fois qu'elles ont une identité sociale. Leur vie politique se construit en même temps que leur vie sociale et leur vie culturelle, car la vie politique des agents sociaux ne vient pas *après* leur condition sociale. Les incendies donnent donc à voir des modes d'action d'un groupe social qui se manifeste ainsi dans l'espace public et dans les territoires de ses quartiers, qui agit face aux institutions et à l'État, face à d'autres groupes sociaux et à l'intérieur même de ses espaces d'appartenance. Il s'agit d'une politicalité qui prend l'espace local d'appartenance du groupe comme point d'appui pour se projeter vers l'espace public et

pour agir dans l'arène où les classes populaires tentent de défendre leurs intérêts³.

LA BIBLIOTHÈQUE, INSTITUTION DE L'ÉCRIT

Les incendies des bibliothèques participent donc d'une situation conflictuelle qui dépasse largement le cadre exclusif de cette institution. Cet univers des classes populaires des grandes villes est structuré par trois conflits. Un conflit principal autour du travail, où une frontière sépare nettement ceux dont l'emploi est stable et protégé de ceux qui vivent dans la précarité et sous la menace du chômage. Les bibliothèques agissent dans un milieu où ceux qui n'arrivent pas à assurer leur survie par le travail sont nombreux, parfois même majoritaires. Un deuxième conflit vient justement de la dépendance de ces segments des classes populaires aux institutions publiques et à l'État : pour le logement, l'école, les allocations et les aides sociales de toutes sortes, le sport, les loisirs, la culture. La vie et l'avenir de ces individus et de ces familles se jouent au contact d'une myriade d'institutions auxquelles ils se frottent jour après jour. Ces institutions contrôlent des ressources qui leur sont indispensables et qui les relèguent la plupart du temps à la position d'usagers. Les institutions redistribuent et soutiennent, mais aussi elles disent « non » et excluent du bénéfice ce qui a des conséquences dans l'esprit des classes populaires. Enfin, les conflits traversent les classes populaires et les divisent en éclats. Comment se constituer en force collective ? Voici les enjeux centraux au sein desquels agissent les bibliothèques et au sein desquels agissent, comme elles le peuvent, les classes populaires.

Mais en même temps, il y a à l'origine des incendies quelque chose de spécifique aux bibliothèques et qui cadre les rapports entre ces institutions et leurs quartiers d'implantation. La bibliothèque n'est pas incendiée simplement parce que c'est une institution de plus, parce qu'elle représente l'État, parce que c'est un bâtiment public vulnérable, présent là, au milieu d'un quartier où une émeute fait irruption. Les bibliothèques sont ciblées en tant que telles. Beaucoup est en jeu dans le rapport de la bibliothèque au quartier, des rapports sociaux entre personnels et habitants, et

3. Pour une description de l'évolution de la « politicit   » populaire de ces catégories sociales, voir Denis Merklen, « La politique dans les cités ou les quartiers comme cadre de la mobilisation », in Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky, *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012, pp. 615-623.

beaucoup se joue dans le fait que la bibliothèque et l'école sont les deux institutions (publiques) qui travaillent à la diffusion de l'écrit dans ces territoires.

Ce qui peut motiver l'attaque d'une bibliothèque est multiple et complexe, bien que pas indéterminé. Cette multiplicité est révélatrice de la place de ces segments des classes populaires au sein de la société française contemporaine. Et si au centre de cette complexité se trouve le rapport au travail et à l'argent, l'écrit tel qu'il est institué au sein de la formation sociale est tout aussi important, car il apparaît pour les classes populaires comme la voie privilégiée d'accès au travail et aux ressources contrôlées par les institutions et par l'État. La maîtrise de l'écrit et la communication écrite constituent une médiation fondamentale marquée par des ambivalences multiples, voie rapide pour certains, pleine de barrières et de péages pour d'autres, accès interdit pour beaucoup. En effet, le rapport à l'écrit évolue en deux grandes directions à certains égards contradictoires. Une évolution problématique qui apparaît visible à la lumière des incendies.

Comme on le sait, l'institutionnalisation d'une parole écrite fonctionnant comme étalon objectif de la culture dominante limite l'accès des classes populaires au marché du travail et à la vie politique. Un rapport de domination et d'exclusion qui s'est accentué ces trente dernières années par la dévalorisation de la main-d'œuvre non qualifiée comme conséquence de la désindustrialisation. Il est presque indispensable d'avoir un diplôme pour trouver un emploi respectable et digne de ce nom. Et ce rapport s'est aussi durci parce que l'écrit domine largement la communication entre les classes populaires et les institutions qui gouvernent leur quotidien (justice, logement, impôts, services sociaux, école, gouvernements locaux). Cette dureté de l'écrit existe depuis longtemps au sein de la société française, mais une évolution complexe des cultures populaires semble aujourd'hui bouleverser la donne. Premièrement, le problème ne se limite pas, comme jadis, à l'accès des classes populaires à l'écrit *via* l'école. Dans un pays où près de 90% d'une classe d'âge obtient son baccalauréat, le problème n'est plus comment accéder à l'institution, mais comment se maintenir le plus longtemps possible à l'intérieur de l'école et pouvoir suivre les parcours qui débouchent sur l'emploi et la promotion sociale. Nous avons affaire à une jeunesse scolarisée et à une population qui communique de plus en plus par l'écrit. Plus encore, nous observons une jeunesse qui y recourt beaucoup, non seulement par le biais des blogs, des tweets, de Facebook, des e-mails et SMS, mais aussi parce

qu'elle écrit des chansons, des pièces de théâtre et des romans, parfois même à succès et salués par des prix prestigieux. Mais en même temps qu'on observe ce progrès massif dans la scolarisation et dans le recours à l'écrit, la proportion de ceux qui n'ont pas de diplôme (38% des plus de 15 ans dans les quartiers de nos enquêtes) et de ceux qui sortent tôt du système scolaire est ici très importante. En conséquence, la maîtrise des formes scolaires de l'écrit exigée par les institutions et par les entreprises échappe à beaucoup, à ceux-là mêmes qui manquent de diplômes exigés par les employeurs. Or, sur le terrain de la bureaucratie, les institutions dominent amplement à travers les règlements, les lettres, les injonctions écrites auxquelles il est très ardu de répondre, contre lesquelles il est très compliqué de se défendre, qui sont très difficiles à contester. Enfin, les diplômes auxquels accède une large fraction de cette jeunesse sont de plus en plus inutiles dans la course à l'emploi et au progrès social. L'institution scolaire impose et exige un rapport à la forme scolaire sans pouvoir garantir en échange que cette soumission à la discipline sera payante. En revanche, ceux qui ne maîtrisent pas l'orthographe, la syntaxe et la grammaire se savent condamnés à une existence sociale dégradée. Deux groupes en sortent victimes de la forme scolaire : ceux qui, même après avoir fait des efforts et ayant obtenu de bons résultats, ne réussiront pourtant pas sur le marché de l'emploi, et ceux qui seront écartés trop tôt de l'enseignement (ceux qui n'obtiennent pas le bac représentent 10% sur le plan national, mais souvent près de la moitié de la population des quartiers de notre enquête !).

Récapitulons. Plus on observe de près le rapport à l'écrit dans ces quartiers où les bibliothèques sont incendiées, plus la complexité d'une situation qui alimente tensions et concurrence dans un univers hétérogène revient au premier plan. Premièrement, la proportion de ceux qui quittent le système scolaire sans diplôme est très élevée (38% des plus de 15 ans). Ainsi, les formes de l'écrit qui sont exigées dans les échanges officiels avec les institutions et dans de nombreux emplois leur échappent dans une bonne mesure. D'un côté, l'école impose sa discipline et sanctionne, de l'autre côté, elle est incapable d'assurer une place respectable dans la société à ceux qui jouent le jeu – ou alors il faut faire partie des très forts qui arrivent à aller très très loin dans la course. Il y en a ainsi beaucoup qui seront expulsés du système scolaire (et donc de l'emploi) très tôt dans leur jeunesse pour cause d'inadaptation ou d'incapacité à maîtriser les règles de grammaire. Nombreux sont ceux pour lesquels se maintenir à l'école en payant le prix fort exigé par l'institution n'amènera

pas très loin. Aux yeux des jeunes, l'école représente la voie la plus sûre de l'intégration et de la promotion sociales ; mais elle est aussi l'institution qui, en s'imposant, finit par exclure de tout avenir une partie de cette même jeunesse. Et la clé qui ouvre ou qui ferme les portes du salut est fournie par la maîtrise de l'écrit et des formes du savoir qui lui sont associées. Nombreux sont ceux à qui un avenir meilleur est nié parce qu'ils maîtrisent mal les règles d'orthographe et de grammaire, et ceux qui, même ayant acquis une bonne maîtrise de l'écrit, restent impuissants aux portes du marché de l'emploi.

Semblent ainsi se dessiner trois groupes. Ceux qui maîtrisent la forme scolaire de la langue et ont un emploi stable et des possibilités de promotion sociale ; ceux qui manient cette forme scolaire de la langue, mais n'arrivent pas à avoir un emploi ; ceux qui abandonnent l'école trop tôt, sans diplôme et sans maîtrise de la forme exigée. Cette hétérogénéité donne lieu à un rapport complexe des classes populaires avec les cadres diplômés des institutions publiques, enseignants, bibliothécaires, travailleurs sociaux et agents des administrations locales – pour la plupart des fonctionnaires ou contractuels de la fonction publique, d'autant que ce groupe de professionnels diplômés est lui-même traversé par des mouvements complexes marqués par la dévalorisation des diplômes et par la baisse de leurs salaires. Ainsi les enseignants, qui représentent tout à la fois un groupe privilégié, mais qui gagnent de moins en moins bien leur vie, viennent sanctionner ceux qui ne se plient pas aux exigences de l'institution. Et les bibliothécaires sont naturellement proches de ce groupe social, surtout après qu'ils sont devenus les agents d'une institution publique et ont cessé d'être de simples militants.

Dans cet univers complexe évolue le livre, au milieu d'un paysage de l'écriture rendu aussi complexe par plusieurs dynamiques qui le traversent, et dont trois au moins nous intéressent et semblent agir avec force. En premier lieu, le livre continue à être vu comme l'emblème du groupe des « lettrés », à tel point que, comme nous allons le voir, il représente quelque chose de l'ordre du sacré – c'est ce que les incendies vont venir « souiller ». Ainsi, beaucoup sont des lecteurs chevronnés et plus nombreux encore ceux qui voient dans la lecture une activité noble. 10 % de la population de ces quartiers est inscrite à la bibliothèque et nombreuses sont les mamans qui amènent régulièrement leurs enfants dans l'espoir de les voir devenir lecteurs. Ainsi, on compte de plus en plus d'intellectuels des quartiers qui deviennent de véritables écrivains et nombreux sont les agents qui poussent les jeunes à écrire, convaincus que

l'écriture constitue une forme de salut. Mais du point de vue des classes populaires, le fait de lire beaucoup de livres ne semble pas assurer un avenir, contrairement à ce que croient bibliothécaires, hommes politiques, animateurs et enseignants. En deuxième lieu, les nouvelles technologies offrent aux classes populaires la possibilité de communiquer et de s'exprimer au-delà des frontières plus facilement contrôlées, verrouillées et souvent inaccessibles de l'écriture sur papier. Enfin, les formes de socialisation politique qui valorisaient la lecture de livres et de la presse sont très fortement mises en question dans ces milieux populaires. Les espaces de militantisme et de socialisation par la politique, qui jadis constituaient de véritables marchés sociaux où la lecture pouvait être mise en valeur, n'existent quasiment plus. Quels sont les espaces sociaux où l'on pourrait venir se vanter du livre qu'on a lu ?

Dans ce cadre particulièrement complexe et à certains égards paradoxal, la bibliothèque demeure aujourd'hui, aux côtés de l'institution scolaire, un sanctuaire de la culture écrite, et cela même lorsque les bibliothécaires font d'importants efforts pour se différencier de l'école, transformer les bibliothèques en médiathèques et pour ouvrir leurs collections à des supports autres que le livre, souvent considérés moins « nobles » que celui-ci (Bande dessinée, mangas, musique, films, Internet). Les bibliothèques continuent à être perçues comme un temple de l'écrit et pas de n'importe quel genre d'écrit, de cette forme de l'écrit représentée par « le livre » dont la maîtrise est exigée comme seule voie pour l'intégration politique et pour l'intégration sociale, mais qui, en même temps, porte en elle un instrument de sanction ou de disqualification. Car la forme livre se voit associée à une écriture qui est celle de la loi et des règlements, des normes qui protègent les agents de la fonction publique (dont les bibliothécaires) et que souvent les jeunes ne respectent pas, des normes protégées par la forme écrite qui en cache la genèse, comme si celles-ci étaient simplement là, tombées du ciel, pour être respectées et rendre possible le bon fonctionnement des institutions. Ainsi, nous avons observé les efforts des bibliothèques pour incorporer des textes moins littéraires et plus « utiles » : méthodes de langues, manuels, aide à la recherche d'un emploi, manuels servant à la rédaction du curriculum vitae et des lettres de motivation exigées par les employeurs, à la rédaction de courriers divers destinés aux administrations. En somme, une aide à l'écriture efficace dans l'univers institutionnel, qui peut effectivement constituer un précieux soutien dans une société comme la nôtre, mais qui montre en creux la force exclusive exercée par ces formes écrites sur ceux qui ne les maîtrisent pas.

En même temps, on voit la forme dominante de l'écrit représenté par le livre perdre de sa superbe. D'un côté, parce que les mutations technologiques ont donné accès à des formes de l'écrit qui échappent au contrôle de l'école et des institutions culturelles. Celles-ci souffrent alors de fortes tensions, dont l'un des symptômes est la lutte des instituteurs et professeurs contre le temps passé par jeunes et enfants devant les écrans (l'écran étant ici perçu comme l'ennemi de la forme scolaire et du support livre). De l'autre côté, parce que ces segments des classes populaires urbaines soumises à la précarité du travail et à la pauvreté trouvent dans ces formes de l'écrit et de la culture non institutionnalisées des moyens puissants de développer des terrains de sociabilité et de communication entre pairs. En effet, l'univers des bibliothèques et des médiathèques de quartier n'est pas fait d'un monde d'illettrés. On sait que les jeunes émeutiers communiquent entre eux par le biais de l'écrit, des téléphones et des ordinateurs. Ils le font au moment de l'organisation de la révolte parce qu'ils le pratiquent déjà quotidiennement. Les enseignants l'ont compris en bannissant le téléphone des écoles et des collèges : ces instruments ouvrent à une communication permanente qui échappe à l'institution et la perturbe. Et les classes populaires suivent très attentivement ce qui est écrit sur eux, tels les articles de presse qui dévalorisent fréquemment leurs quartiers comme des espaces de mauvaise vie, de violence, de trafic et de délinquance.

Cette question amène à prendre en considération le phénomène fort intéressant des « écrivains des banlieues ». Comme nous l'avons signalé, une véritable pléiade d'écrivains auteurs de romans, de livres divers, de chansons, de poèmes et de textes à caractère politique avec un fort contenu de critique sociale et politique s'affirme depuis plus d'une dizaine d'années. Cette émergence représente un enjeu majeur pour la culture populaire, car la question se pose de savoir si ces auteurs parviendront à créer un véritable marché social de la lecture et de l'écriture dans les périphéries de la ville et de la société. Nous connaissons mal ce mouvement, mais il est évident qu'il y a là une réelle *intelligentsia* non disposée à accepter que ces segments du populaire soient parlés par d'autres et en lutte pour construire une vision du monde et d'eux-mêmes qui échappe à la fois au discours de l'école, des partis politiques et de la presse. Ainsi apparaissent des conflits et des luttes dont, par exemple, la dispute entre les auteurs de rap qui revendiquent la maîtrise de la langue et ceux qui revendiquent la liberté de parler et d'écrire comme ils l'entendent, ou cet autre clivage entre ceux qui revendiquent le droit à l'argent représenté

par des produits de luxe (voitures, montres, vêtements) et ceux qui critiquent au contraire ce même règne de l'argent.

Incendies et caillassages s'inscrivent au sein de ces évolutions où la bibliothèque peut encore jouer un rôle important. De toute évidence s'ouvrent ici, entre ces clivages et à la faveur de certains de ces mouvements, des brèches au sein desquelles les bibliothèques pourraient jouer un rôle central si elles acceptaient de devenir de véritables institutions de la culture populaire.

LA BIBLIOTHÈQUE, INSTITUTION PUBLIQUE

+++++

Il ne doit pas nous échapper que les équipements incendiés sont des bibliothèques publiques, appartenant à une collectivité territoriale, la plupart du temps à une municipalité. Elles font ainsi partie du service public et de l'État. À la différence de l'Amérique latine, les « bibliothèques populaires » animées par des militants syndicaux, politiques ou religieux ont pratiquement cessé d'exister en France, notamment au fur et à mesure que la gauche gagna les municipalités des villes ouvrières, comme dans le cas de la « ceinture rouge » qui entourait Paris à partir des années 1930 et 1940. Les bibliothèques populaires ont ainsi cédé leur place à des bibliothèques publiques placées dans l'orbite municipale, et les militants sont devenus des fonctionnaires salariés. Cette institutionnalisation des équipements s'est sans doute traduite par un immense progrès dans la qualité des bibliothèques et de leurs collections ainsi que par le nombre de bibliothèques et de médiathèques dans plusieurs de ces quartiers, ce qui constitue un véritable luxe alors qu'ils sont souvent mal dotés en services et en équipements collectifs. Cependant, cette institutionnalisation se trouve aujourd'hui tellement naturalisée qu'elle peut rendre invisible un aspect important de cette conflictualité au sein de laquelle nous devons inscrire les incendies pour qu'ils prennent sens. La municipalisation a intégré les bibliothèques dans le service public, a contraint leurs personnels à aller de plus en plus vers la professionnalisation et la recherche de technicité dans l'exercice de leur travail, les a transformés en un instrument des politiques culturelles et des politiques sociales. Cette situation est à regarder en contraste avec les « bibliothèques populaires » autrefois animées par des partis politiques, des syndicats, des associations diverses ou encore par des militants de l'église catholique. Ou en contraste avec les importants mouvements de bibliothèques populaires que nous

pouvons observer aujourd'hui en Amérique latine, dans des pays comme l'Argentine, la Colombie ou l'Uruguay.

Dans une bibliothèque ou une médiathèque intégrée au service public, les bibliothécaires ne peuvent pas agir comme des militants, ils ne peuvent pas prendre parti dans bon nombre de conflits qui les concernent. Une bibliothèque publique est animée par la volonté de « donner accès » à la culture. Mais du coup, elle se trouve irrémédiablement du côté des institutions, de l'État, des hommes politiques, des catégories sociales protégées par l'emploi stable et la fonction publique. Les bibliothèques ne peuvent plus être l'instrument d'une action « de classe » ou au sein du « peuple » pour l'aider dans la politisation du « combat » qu'il mène contre ses « ennemis ». Encore une fois, le contraste est saisissant lorsque nous comparons les bibliothèques municipales en France à celles que nous pouvons observer en Amérique latine animées par des partis politiques, des associations en tout genre et des militants bénévoles qui prennent soin de se tenir à distance des autorités politiques. Il ne s'agit pas de comparer des bibliothèques riches en Europe face à des bibliothèques rachitiques en Amérique latine, mais de trouver une référence permettant d'observer la charge politique dont sont porteuses les bibliothèques en France, une charge politique qui tend à rester invisible derrière la « neutralité » du service public. Or, ne pas pouvoir officiellement prendre parti ne signifie pas qu'on ne prend pas du tout parti et que l'action de l'institution et de ses personnels est dépourvue de contenu politique.

En France, les villes profitent souvent des fonds en provenance de l'État pour bâtir des bibliothèques dans les quartiers, surtout dans les quartiers « difficiles ». Les municipalités pensent ainsi ouvrir un équipement prestigieux dans ces espaces relégués. Les bibliothèques sont présentées comme des « outils de lien social », comme un moyen d'accès à la culture, comme « l'équipement le plus emblématique de la République et de notre volonté de vivre ensemble », selon la formule employée en 2005 par le ministre de la Culture. Dans cette direction, les bibliothèques sont conçues selon le modèle de l'espace public. Un équipement de service public ouvert aux usages les plus divers, susceptible de tous les investissements, capable d'accueillir tous les points de vue. Suivant un idéal démocratique, la bibliothèque est pensée ici comme un livre qu'on conçoit ouvert à toutes les lectures. L'individu, l'usager, le citoyen sont autant de synonymes du lecteur libre et indépendant. À la place que le livre et l'écrit occupent dans notre culture politique, s'ajoute ce que la bibliothèque représente comme symbole de la démocratisation culturelle et politique. Ainsi, l'État

et les partis politiques qui impriment des directions aux administrations qu'ils contrôlent cherchent à mener un projet politique à travers les bibliothèques, un projet de transformation de la réalité sociale de ces espaces de périphérie par la « promotion de la citoyenneté » ou la « promotion du lien social », pour reprendre des expressions fréquemment employées dans le cadre de ce langage partagé entre élus et bibliothécaires.

Pendant, l'incendie et la conflictualité viennent remettre en question ces idéaux. Ils dévoilent une série d'ambivalences qui caractérisent la présence des bibliothèques dans le territoire des classes populaires, une présence qui se révèle grâce au conflit comme une action de transformation politique de l'univers populaire de la part de l'État. La première des ambivalences mises en lumière résulte d'une confusion sur ce qu'est un « espace public ». Du côté de la bibliothèque, l'espace public qu'elle incarne est conçu comme un lieu de bonne entente, de « civilité » et de respect des mœurs, une conception qui est précisément à l'origine de toute une série de problèmes politiques majeurs.

Commençons par la genèse des normes qui organisent la vie de l'institution et du contrôle des ressources dont celle-ci dispose. Qui dicte les normes ? Qui décide des investissements, des collections, des usages ? Les conflits observés dans les bibliothèques laissent voir une contestation de la légitimité dans la production des normes avant même l'examen de leur contenu. Lorsqu'un espace institutionnel est conçu comme non conflictuel, lorsqu'il exclut la contestation et l'opposition aux normes, il cesse d'être un espace public, car l'espace public est nécessairement conflictuel et la contestation des normes est consubstantielle à son existence. Le conflit peut rendre difficile l'exercice d'un métier comme celui de bibliothécaire ou d'enseignant, certes. Mais c'est justement le genre de problème provoqué par le pouvoir lorsqu'il fait peser la charge d'une mission politique sur les épaules d'une profession, comme dans le cas des bibliothécaires. C'est probablement là une des causes majeures du malaise existant entre les institutions et ces quartiers devenus ainsi « difficiles » aux yeux de ces professionnels qui cherchent à « intervenir » dans leur territoire. D'un côté, le pouvoir politique missionne les bibliothécaires d'agir sur des espaces d'une grande conflictualité, de l'autre, les bibliothécaires demandent aux habitants de « préserver » l'espace de la bibliothèque, c'est-à-dire de ne pas laisser pénétrer les conflits de la vie du quartier dans l'enceinte de l'institution. Le pouvoir politique prétend agir sur la vie des classes populaires en même temps que les bibliothécaires veulent que cette vie n'entre pas dans la bibliothèque.

Mais ce paradoxe, qui alimente les ambivalences politiques des bibliothèques et médiathèques, ne se situe pas exclusivement du côté du pouvoir politique et de la profession de bibliothécaire. Les habitants eux-mêmes sont partagés quant au statut de ces espaces. La bibliothèque est parfois appréhendée comme la bibliothèque de « notre » quartier ; elle l'est parfois comme « leur » bibliothèque. Tantôt les habitants s'approprient l'équipement, tantôt ils le rejettent comme intervention d'un agent extérieur. Les normes de la bibliothèque sont alors perçues comme l'imposition d'un autre groupe social qui intervient dans leur territoire sans qu'ils soient capables d'influencer son action en aucun sens que ce soit. L'investissement public est à prendre ou à laisser. Les habitants vivent alors un sentiment de dépossession. Ils peuvent accepter la bibliothèque qui deviendra ainsi la bibliothèque de leur quartier. Mais ils auront une très faible influence sur « leur » bibliothèque, ne pouvant pas décider de son personnel (qui est payé pour faire fonctionner la bibliothèque ?) ni sur les normes qui la régissent, et de manière très limitée sur ce qu'on doit pouvoir trouver dans ses rayonnages. Cette ambivalence traverse la totalité de l'espace du quartier et en conséquence le rapport des classes populaires avec l'État et avec la politique. Les agents de l'État et les hommes politiques sont « eux », « ils », cet autre qui constitue notre opposant parce qu'il contrôle et gère des ressources dont nous dépendons et parce qu'il nous impose des normes sur lesquelles nous n'avons qu'une influence marginale. Mais ils peuvent aussi être « nos » représentants, « nos » instituteurs, nos bibliothécaires, les conducteurs de nos bus, ceux que nous avons élus pour assurer la qualité du service public, qui ont des projets et administrent les ressources de tous. Évidemment, cette ambivalence ne divise pas les quartiers simplement en deux groupes opposés. Nos observations montrent au contraire que les regroupements sont multiples, que les nuances sont diverses et que très fréquemment une même personne est habitée par ces sentiments contradictoires que nous venons de décrire.

Dans un cadre de conflictualité très aiguë qui conduit à la révolte et à l'incendie, les bibliothécaires se trouvent soudainement (comme les enseignants et autres « intervenants sociaux ») du côté de l'autorité qu'ils veulent respecter, des normes qu'ils cherchent à défendre et du pouvoir policier auquel ils font appel en dernière instance. En effet, il n'échappe à aucun jeune de quartier que lorsque les conflits dépasseront certains seuils, les bibliothécaires appelleront la police qui agira inévitablement pour les défendre. À ce moment-là s'actualise une frontière sociale et politique, comme une ligne claire de partage qui vient dire de quel côté se

trouve chacun, tandis que la plupart du temps les choses peuvent rester tacites, voire confuses. L'un des effets du conflit est de tracer ces lignes nettes. Les bibliothécaires, qui, la plupart du temps, ont une vision totalement naturalisée des normes « qu'il faut respecter », voient la prétendue neutralité de leur action défaire. Le désarroi s'impose ainsi pour une bonne majorité de ces agents qui sont animés par une sincère vocation d'aide aux catégories défavorisées. Ceux qui devraient être les bénéficiaires de leur action contestent le don qui leur est fait et les renvoient de l'autre côté, du côté des « ennemis ». C'est alors que la protestation est qualifiée de « violence », mais par qui ? Elle est qualifiée de violence justement par ceux-là mêmes qui sont renvoyés par la violence de l'autre côté de la frontière sociale. Seulement, quoi qu'ils en disent, les bibliothécaires se trouvent prisonniers de l'État et du service public, incapables de quitter son giron pour agir du côté de la société civile et des classes populaires en conflit. Et l'espace public de la bibliothèque risque de devenir l'espace d'un groupe social (l'autre se trouvant la plupart du temps dans la rue).

S'alignent ici trois données qui donnent à voir le cadre de fond de la problématique : le faible taux de lecteurs dans les bibliothèques et médiathèques de quartier (environ 10% de la population, dont la moitié a moins de 14 ans), la très faible participation électorale (à l'exception des élections présidentielles, une minorité seulement se mobilise pour élire les autorités locales ou les législateurs – 40% des inscrits dans les listes électorales, représentant une proportion beaucoup plus infime des adultes en âge de voter), la faiblesse des instruments de participation, de contrôle et de contestation à portée des classes populaires.

Il faut ici opposer les mots « espace public » et « emblème ». L'espace public, comme une place publique, est cet espace qui peut être investi par tous à condition de ne pas pouvoir être approprié par aucun, c'est l'espace qui peut accueillir tous les investissements à condition de n'en exclure aucun. Comme un livre peut supporter (en théorie) toutes les lectures et toutes les interprétations, une bibliothèque doit pouvoir accueillir les lecteurs de tout type, de toute idéologie, de tout projet. À l'opposé de l'espace public, l'emblème est toujours celui d'un groupe. Comme le drapeau, le blason ou le maillot de foot, l'emblème regroupe et exclut, il symbolise précisément l'union de ceux qui se reconnaissent en lui et l'exclusion de tous ceux que l'emblème ne veut pas abriter sous ses couleurs. Les bibliothécaires prétendent donc que bibliothèques et médiathèques sont des espaces publics. Les incendiaires mettent en doute une telle prétention et jettent sur la place publique un soupçon : que la bibliothèque est en réalité

l'emblème d'un groupe social qui non seulement ne les abrite pas en son sein, mais aussi les en exclut. Or, le jour où le bibliothécaire décide de ne plus être un militant de la culture, indépendant de l'État, il se prive de la possibilité d'aider les classes populaires à construire les emblèmes de leur propre identité dans un monde de plus en plus traversé par des clivages sociaux. Des emblèmes qui devraient les aider à investir l'espace public pour y conduire leur parole et leurs actions.

DE LA BIBLIOTHÈQUE À LA MÉDIATHÈQUE

+++++

Nous avons mené nos enquêtes sur plusieurs villes, mais nous avons réalisé une enquête plus approfondie dans une zone de la périphérie nord de Paris maintenant regroupée autour de la communauté d'agglomération de Plaine Commune entre 2006 et 2011. Vingt-trois bibliothèques intégrées dans un réseau pour desservir neuf villes et près de 300 000 habitants (Aubervilliers, Épinay-sur-Seine, La Courneuve, L'Île-Saint-Denis, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Saint-Ouen, Stains, Villetaneuse). Ce territoire, où un segment particulier des classes populaires est fortement présent, montre un condensé des caractéristiques qui nous intéressent. Il fait surtout partie de ces territoires de la banlieue rouge pendant longtemps dominée par la gauche et notamment par le Parti communiste Français (PCF)⁴. Or, cette gauche semble n'avoir plus aucun autre moyen d'agir que les institutions qu'elle contrôle par le biais des municipalités et des collectivités territoriales. Comme nous venons de le voir, les bibliothèques sont alors pensées comme des instruments pour agir contre les industries culturelles, la télévision, une culture totalement soumise à une marchandisation qui l'appauvrit à la même vitesse que le capitalisme démonétise ici la force de travail. La bibliothèque, agent d'un véritable pouvoir politique, se met ainsi du côté du peuple pour offrir « autre chose », pour aider à ouvrir les horizons culturels d'un monde qui serait sinon, il est vrai, régi par des acteurs extrêmement puissants qui vont la plupart

4. Le Parti communiste français a été élu à la tête de la plupart des villes de la banlieue ouvrière depuis 1948, voire depuis 1936 dans de nombreux cas. Le panorama politique de cette partie de la banlieue changea notamment après les élections municipales de 2008 où la mairie de quatre villes a été perdue par le PCF au profit d'autres forces de gauche. En 2012, la couleur des municipalités est la suivante : L'Île-Saint-Denis (Vert), Pierrefitte-sur-Seine (Parti socialiste), Aubervilliers (Parti socialiste) et Saint-Ouen (Front de Gauche – alliance incluant le PCF) ; la mairie d'Épinay-sur-Seine est passée à droite dès 2001 (Modem). La Courneuve, Saint-Denis, Stains et Villetaneuse conservent toujours leur maire communiste.

du temps dans une seule direction – celle d'un monde unidimensionnel, comme l'a dénoncé il y a déjà longtemps Herbert Marcuse. Or, c'est par ce même chemin que les bibliothèques rentrent dans une tension qui risque de paralyser leur action. Car si elles avancent franchement dans ce sens, elles risquent de se voir pétrifiées au sein d'une forme ancienne qui fait de la bibliothèque un temple de la littérature, des lettres, de la philosophie, des intellectuels et de la « haute culture » comme nous a dit la directrice d'une maison de quartier qui rapprochait ainsi avec ironie l'Académie française de Christian Dior et d'Yves Saint-Laurent.

Afin de ne pas rester enfermées dans un élitisme littéraire ou intellectualisant qui creuserait le fossé qui les sépare des catégories populaires, les bibliothèques deviennent des médiathèques. Elles incorporent de nouvelles technologies et des pratiques culturelles plus « populaires » dans ces territoires de la banlieue. Dans ce chemin d'expérimentation, les médiathèques ont intégré les films, la musique, Internet et ont ainsi entouré le livre d'autres « supports », elles se sont ouvertes à la bande dessinée, à la culture hip-hop, à la presse sportive, aux romans de gare, à la littérature à l'eau de rose et, petit à petit, de plus en plus de bibliothécaires rendent leurs armes devant la presse *people*. Comme nous l'avons vu, elles incorporent des manuels de toute sorte allant de comment faire un CV jusqu'à des méthodes d'apprentissage de langues, mais aussi comment trouver du travail, faire du bricolage, du jardinage et jusqu'à des textes sur le bien-être, des livres d'orientation pour la femme enceinte ou l'éducation des enfants. Ainsi, en 2009, la direction de la lecture publique de Plaine Commune a fait une vaste campagne d'affichage pour promouvoir les médiathèques sur l'ensemble du territoire. Sur ces affiches, on pouvait voir la photo d'une pile de livres accompagnée de la légende « c'est gratuit » ou « c'est pour tous », dans laquelle on ne trouvait aucun roman, ni d'essai d'un intellectuel pour comprendre le monde par temps de crise.

On voit aisément cette tension entre la littérature et les autres types de livre à travers l'analogie politique mobilisée par les bibliothécaires eux-mêmes entre ce qui serait une position « élitiste » et une position « populiste ». La première mise sur une stratégie de l'offre sélective et met l'accent sur le rôle éducatif de la bibliothèque qui ne doit pas céder à la culture déjà massivement véhiculée par les industries culturelles, sous peine de proposer ce que les gens ont déjà chez eux, car ils le trouvent facilement au supermarché, sur Internet ou à la télévision. Taxée d'élitiste, cette position privilégie la littérature, l'art, la politique, la philosophie, les sciences sociales, les « humanités ». La deuxième mise

sur la demande et considère qu'une bibliothèque de quartier doit proposer simplement ce que les gens veulent, que les bibliothécaires n'ont aucune autorité pour décider ce que les gens devraient lire, regarder ou écouter, et qu'à force de proposer des lectures qui « nous font plaisir à nous », on finit par éloigner les gens de la bibliothèque. Taxée de populiste, cette position privilégie les goûts à la mode, la littérature des best-sellers d'accès facile, les manuels, les choses « utiles », la presse magazine, les films de la grande industrie face aux films « d'auteur », les « tubes » de l'été face à la chanson « à texte », etc. Une bipolarité éclairante qui ne risque pas de faire oublier la complexité des choses, car elle rend compte des débats qui divisent la profession et des difficultés que le politique rencontre au moment où il cherche à agir dans cet univers populaire⁵.

Il est encore intéressant d'observer cette dichotomie à la lumière de la stratégie la plus courante dans les bibliothèques populaires d'Amérique latine. Ainsi, les militants que nous avons rencontrés récemment dans la banlieue de Buenos Aires ne se posent même pas la question de ce qu'il faudrait avoir dans la bibliothèque et ce qu'il faudrait en exclure. Les livres qu'ils achètent répondent simplement aux demandes de leurs lecteurs. Ils ne possèdent aucune politique de sélection de leurs collections, car la pénurie de livres est telle dans les quartiers pauvres où sont implantées ces bibliothèques populaires que la question ne se pose pas. Jorge Luis Borges ou Paulo Coelho, ce sera au choix des lecteurs. Comme nous disaient les militants de la Biblioteca popular Horacio Quiroga, « *l'important pour nous est que les gens lisent* » et qu'il y ait des livres dans le quartier, car ils sont tellement onéreux pour ces populations qu'ils n'en achètent pratiquement pas. En revanche, d'autres « supports » abondent, véhiculés par la télévision, Internet, la radio. En France, même dans les quartiers les plus défavorisés, nous observons une situation d'abondance où la question se pose plutôt en termes d'éclairage et d'orientation, et il est vrai que l'abandon de toute forme d'orientation équivaldrait à une démission.

Cette tension coexiste avec la problématique de l'école et des écrits institutionnels que nous évoquons plus haut, mais elle se trouve aussi

5. Une question importante a été celle de l'ouverture des collections aux langues étrangères, opération que les médiathèques étudiées ont mise en œuvre depuis longtemps. En effet, étant donné l'importante proportion de migrants de langue étrangère dans les quartiers en question, les bibliothèques ont ouvert leurs collections à ces langues. Nous aborderons la question plus loin, mais nous pouvons déjà avancer que cette stratégie n'a pas augmenté le nombre de lecteurs. Les habitants apprécient l'intégration des auteurs dans leur langue d'origine, mais ce n'est pas pour autant qu'ils iront les lire. La présence de ces langues a une importance symbolique certaine, mais, contrairement à ce que pensent beaucoup, la barrière à la lecture n'est pas idiomatique ou nationale.

doublée en miroir par deux problèmes qui affectent profondément la vie de ces « médiathèques de proximité », ainsi que les bibliothécaires aiment nommer les bibliothèques de quartier aujourd'hui. En effet, les conflits ouverts, dont l'incendie apparaît comme la manifestation la plus spectaculaire, sont l'une des difficultés auxquels doivent faire face les autorités, les bibliothécaires et les usagers des bibliothèques concernées. Mais il y a un autre problème qui affecte profondément ces bibliothèques. Malgré des efforts considérables de modernisation, d'ouverture et d'investissement, les bibliothèques de quartier souffrent d'un taux de fréquentation très bas. Moins de 10 % de la population ciblée est inscrite sur l'une des 23 bibliothèques du réseau de Plaine Commune alors qu'on sait que ce même pourcentage est de 20 % en moyenne au niveau national⁶. Et près de la moitié des inscrits ont moins de 15 ans (47,3 % des inscrits), ce qui réduit encore la proportion d'adultes fréquentant les bibliothèques. Cet évitement ou cette désaffection constitue probablement le premier souci des bibliothécaires, car ils savent que les enfants et adolescents de moins de 15 ans sont la plupart du temps amenés par l'école dans les salles de lecture et que la majorité des habitants ne reviennent plus dans les bibliothèques une fois qu'ils ont interrompu leurs études. Mais bien que source profonde d'inquiétude, ce souci ne déstabilise pas le bibliothécaire. D'une part, parce que cette faible fréquentation des bibliothèques suit les tendances générales de la société où les personnes les moins diplômées sont les plus éloignées de cette forme classique de rapport à la lecture proposée par les bibliothèques, et dans le territoire de Plaine Commune, 38,1 % des personnes de plus de 15 ans ont abandonné les études sans aucun diplôme, seulement 14,7 % l'ont fait après avoir obtenu le baccalauréat et 15,3 % ont obtenu un diplôme nécessitant plus de deux ans d'études après le baccalauréat. D'autre part, parce que l'évolution des pratiques culturelles montre une baisse générale de la fréquentation des bibliothèques et beaucoup de militants de la lecture s'interrogent sur l'avenir du livre. La désaffection est un immense problème (le plus important, au fond), mais face auquel le bibliothécaire

6. Plus précisément, 9,32 % des habitants des huit villes composant Plaine commune étaient considérés comme « usagers actifs », c'est-à-dire inscrits à l'une des bibliothèques et « ayant emprunté une fois au moins dans l'année » écoulée. Sauf à Saint-Denis où les usagers actifs représentaient 11,32 % de la population, dans toutes les autres villes le pourcentage était inférieur à 9 % et il descendait jusqu'à 6,2 % pour la ville de Pierrefitte. Données Direction de la lecture publique, *Rapport annuel d'activité, 2009* – Plaine Commune. Pour mémoire, on peut rappeler que si la France compte 20 % de sa population inscrite dans une bibliothèque, le Royaume-Uni en compte plus du double.

se sent préparé et prêt à livrer bataille (c'est ainsi qu'il transforme la bibliothèque en médiathèque, par exemple). Il s'agit de son ennemi naturel⁷.

C'est donc dans ce cadre que la bibliothèque lutte pour élargir l'horizon de l'accès à la lecture. Il s'agit d'un combat dur et difficile, mais pour lequel les professionnels de la lecture se sentent plus ou moins bien préparés. Or, la violence manifeste qui s'exprime dans le cadre conflictuel que nous tentons de décrire déplace la question vers un registre inédit. Elle vient requalifier la relation bibliothèques-classes populaires et provoque un désarroi intense chez les bibliothécaires et chez les militants de la culture et les hommes politiques, qui commandent la construction de bibliothèques et les maintiennent en vie. Lorsque la violence éclate, la proportion élevée de non-lecteurs ne peut plus être interprétée exclusivement en termes de « manque d'intérêt » pour la lecture, de « désaffection » ou d'une supposée indifférence des jeunes envers la culture légitime. Si, dans un cadre classique, on peut identifier l'indifférence à la lecture comme conséquence de la pauvreté et de la domination culturelle ou symbolique, les conflits ouverts introduisent une part de volonté et de contradiction qui ne peut plus être réduite à une conséquence de la misère ou du pouvoir des médias, des industries culturelles ou des nouvelles technologies. Dès lors, manque de lecteurs et relation conflictuelle doivent être considérés comme deux aspects d'une même problématique.

L'ACTION ANONYME ET LE LIEU DE LA POLITIQUE

+++++

Comment partir à la recherche d'éléments qui permettraient d'approfondir la compréhension de ces incendies de bibliothèques ? Nous venons de donner quelques éléments qui précisent le cadre où une telle démarche doit s'inscrire. D'autres, comme la question de la « jeunesse », du « genre » ou « ethnique » seront examinés plus loin. Or, les incendies ne sont pas uniquement le reflet d'une situation, d'un cadre ou d'un contexte qu'il suffirait de décrire pour en connaître la cause. L'incendie doit être considéré comme une action qui requalifie la situation elle-même. Et dans la mesure où ces attaques ont une certaine occurrence, une répétitivité, où elles ont pris une forme endémique, nous ne pouvons pas considérer ces

7. Les données de ce paragraphe correspondent à l'année 2010.

actes comme des événements isolés ou accidentels⁸. Nous devons prendre ces événements dans le cadre d'une modalité d'action où les attaques par la pierre et par le feu sont devenues des formes d'expression, d'opposition, de révolte de ces classes populaires que nous trouvons dispersées dans les banlieues. Nous avons proposé de traiter ce type d'action comme des « messages » dont presque tous les éléments restent à décrire, car nous ne connaissons pratiquement que le moyen de communication, la pierre et le feu précisément. Qui en est le destinataire ? Quel est son contenu ? Comment est-il reçu et dans quel cadre d'interaction se situe-t-il pour requalifier la structure des rapports sociaux qui le sous-tendent ?

Nous sommes allés discuter avec les habitants des quartiers où des bibliothèques avaient été brûlées. Dans certains cas, nous sommes restés pendant des mois sur place afin de mener nos enquêtes au contact des divers acteurs, habitants, autorités et hommes politiques, enseignants, policiers, pompiers, « intervenants sociaux » et bien évidemment bibliothécaires. Nous nous sommes installés dans des bibliothèques et des maisons de quartier, dans des associations, des temples religieux, des offices HLM et des antennes jeunesse. Nous avons observé des marchés, des épiceries, des *fast-foods* et des cafés quand il y en avait. Nous sommes allés rencontrer les habitants chez eux. Nous avons lu la presse locale, écouté la musique et lu des blogs et des productions littéraires des habitants de ces quartiers. Nous avons assisté à des moments importants comme des élections ou des inaugurations de bibliothèques, à des cérémonies religieuses. Nous avons observé la ville et les quartiers en la parcourant à pied et dans les transports publics, pris note des noms et des signifiants de l'espace public. Nous avons réalisé une série structurée d'entretiens auprès de 75 bibliothécaires de Plaine Commune pour tenter de comprendre comment ils perçoivent ces situations de conflit et comment ils voient les

8. Faut-il peut-être rappeler ici que ce qu'on appelle « la politique de la ville » est venu en réponse aux premières émeutes de 1979 et 1981 et à la marche « beur » de 1983. À ce moment s'installe un rapport complexe entre l'État et les classes populaires où les mouvements sociaux participent de la conception et de la mise en place de la politique publique. Émeutes, marches, associations et participation électorale donnent forme à une demande sociale qui met les quartiers d'habitat social au centre de la scène publique. Ensuite, l'État a catégorisé, adapté ses institutions à travers un important processus de décentralisation, incorporé les associations de quartier à la gestion, mis à portée de la mobilisation locale beaucoup de ressources et il a redéfini les axes prioritaires de son rapport aux classes populaires. Le travail et la protection sociale ont ici cédé du terrain face à une politique plus orientée vers la ville et le quartier, où la culture, l'animation, la jeunesse et l'intégration des minorités ont pris le dessus. L'État contribue fortement par son action à la transformation des classes populaires, mais il serait exagéré d'affirmer que par sa seule capacité à nommer, la puissance publique a refaçonné l'identité populaire. Une telle vision contribue à épaissir le voile qui cache et qui empêche de voir une relation conflictuelle.

quartiers où ils travaillent. Et nous avons tenté de sortir du cadre local pour essayer de voir ce qui trouve son principe d'explication ailleurs, dans le marché du travail, le fonctionnement de l'école ou la place de l'écrit, par exemple. L'observation, la recherche documentaire et les dialogues informels, à côté de l'entretien structuré, nous ont fourni l'essentiel des matériaux de l'enquête.

Rien de plus en fin de compte qu'une enquête de terrain plus ou moins classique. Or, je dois répondre ici de manière anticipée à une attente qui risque d'être déçue après la lecture des pages qui suivent. Souvent, on me demande « Mais, pourquoi le font-ils ? », « Qu'est-ce qu'ils veulent ? », « À quoi peut amener le fait de brûler une bibliothèque ? », ou encore « Mais, quelles sont leurs motivations ? ». Ces questions m'ont été posées par les lecteurs des rapports et des articles que j'ai écrits ou par les assistants aux nombreuses communications que j'ai pu présenter au fur et à mesure que la recherche avançait, des bibliothécaires, des chercheurs et des étudiants en sciences sociales dans la plupart des cas, mais des hommes politiques et des militants agissant dans ces quartiers également. Au fond, ils s'attendent à ce que le chercheur tende le microphone aux incendiaires et revienne présenter cette parole qui semble manquer à ces actes de révolte. Le chercheur est attendu au retour comme un reporter en temps de guerre civile : on attend de lui qu'il se soit entretenu avec les rebelles. Au fond, mes interlocuteurs auraient voulu que de la production de nos matériaux d'enquête résulte un discours plus ou moins cohérent à travers lequel les incendiaires donnent sens à leurs actions à défaut de pouvoir fournir la liste de leurs motivations et des objectifs de leurs actes. Il y a une forte attente de justification et de rationalisation. Or, le sociologue ne peut pas agir en envoyé spécial.

Il y a là une attente quelque peu déplacée qui habite les classes moyennes, les lettrés, et qui est présente même parmi nos collègues à l'université. Cette attente résulte à la fois de la distance sociale, culturelle et politique, et de l'inadaptation des cadres de pensée dont nous disposons, et elle donne à voir la difficulté à recevoir l'acte dans la critique, à accepter les conditions de production de ces échanges et de ces conflits. La difficulté, voire l'impossibilité à considérer ces cailloux et ces cocktails Molotov qui tombent dans les bibliothèques comme des messages que les classes populaires nous envoient et qu'elles nous adressent comme autant de questions qui déstabilisent aussi bien la politique que la sociologie. Si nous avons procédé de la sorte et demandé aux jeunes que nous avons rencontrés « Mais, pourquoi as-tu incendié la bibliothèque ? »,

nous aurions commis une terrible faute méthodologique par la production d'une parole qui n'existe pas au sein des échanges que nous voulions observer. Nous aurions produit un récit de justifications aux effets probablement tranquillissants, mais on n'aurait fait que cacher une bonne partie de ce que met en lumière l'incendie de ces bibliothèques. Comme nous allons le voir, la parole existe, elle afflue par torrents, circule, rebondit, se démultiplie. Mais l'une des caractéristiques de ces formes conflictuelles est qu'il y a l'un des acteurs du conflit qui ne se propose point du tout d'écrire le manifeste par lequel il revendiquerait ses actes. Et nous ne parlerons pas à sa place. Nous ne nous sommes pas contentés d'observer les formes discursives existantes et nous avons produit beaucoup de parole (à travers des entretiens et lors de nos observations, notamment). Mais nous avons essayé de ne pas nous substituer à celui qui écrirait un discours de justification à la place des protagonistes qui ne le font pas sous la forme attendue par les intellectuels et les professionnels de la politique.

Nous avons tenté une autre forme d'intelligibilité dans le souci de restituer la complexité des conditions de production et de réception de ces « messages de pierre ». La question centrale, « Mais pourquoi brûle-t-on donc des bibliothèques dans les quartiers populaires en France ? », n'est pas à poser à l'auteur ou aux auteurs de l'incendie. C'est une question à déplier à partir de l'ensemble des matériaux présentés ici, visant à fournir des éléments de réponse et à saisir l'incendie dans la dense trame où il agit. Dans cette hypothèse de travail, une partie de la tâche est laissée au lecteur. Ce type d'action que nous tentons de décrire et de comprendre a la caractéristique d'être à la fois collective et anonyme. Comme dans la pièce de Félix Lope de Vega où les habitants de Fuenteovejuna ont tué un commandeur (seigneur injuste et arbitraire), « *los reyes han de querer averiguar este caso* » (« les rois vont vouloir investiguer ce qui s'est passé »). Mais les habitants de Fuenteovejuna comprennent que leur salut dépend de la réponse donnée à la question posée par le juge lors de ses investigations⁹. Aux questions « Qui a tué le commandeur ? », « Qui c'était ? », ils répondront les uns après les autres et invariablement « *Fuenteovejuna lo ha hecho* » (« Fuenteovejuna l'a fait »)¹⁰. Cette réponse

9. Félix Lope de Vega, *Fuenteovejuna*, Madrid, 1^{re} édition espagnole, 1619. Pour les éditions en français, voir, Robert Marrast (dir.), *Théâtre espagnol du XVII^e siècle*, t. 1, Paris, Gallimard, 1994 (coll. Bibliothèque de la Pléiade). Et *Fuenteovejuna*, Paris, Garnier-Flammarion, 1992.

10. Fuenteovejuna étant le nom du bourg où a lieu le crime, la réponse sous-entend : « le peuple l'a fait ».

n'a pas pour objectif unique de protéger les auteurs matériels de l'action de la justice et de la vengeance d'un pouvoir offensé. La réponse reconnaît les faits, il n'y a pas de négation, mais elle donne le peuple comme auteur et place ainsi l'autorité non pas face à des individus qui auraient commis un crime, mais face à un peuple qui interpelle le pouvoir et le met devant ses responsabilités. Les crimes sont ceux commis par le commandeur et ses lieutenants assassinés. Il ne s'agit évidemment pas ici, dans le cadre d'une enquête sociologique, d'identifier nommément des auteurs, et le sociologue n'est pas un officier de justice. Mais l'analogie avec la pièce de Lope de Vega peut donner à voir un problème complexe. Fuenteovejuna nous apprend que la parole circule ouvertement entre les révoltés qui échangent entre eux et fêtent leur rébellion à coup de chansons. Mais la parole se ferme devant l'investigation, et c'est très précisément cette fermeture qui donne à l'action (le lynchage du seigneur) le contenu d'un message adressé au pouvoir et inscrit en conséquence l'acte dans l'espace public comme une révolte sans acteurs individuels. L'acte commis collectivement renverse l'ordre de l'accusation (les institutions du pouvoir deviennent les accusées) et surtout, il rend possible la conformation d'un acteur collectif qui, s'il cédait aux inquisitions, se désagrègerait.

La politique en milieu populaire n'est donc pas dépourvue de parole. Mais la parole se mêle très délicatement et avec soin aux autres formes de l'action. On ne fait pas n'importe quoi, et le silence a une valeur. Il est vrai aussi que, la plupart du temps, la parole sommeille comme une « bête endormie » dans les plis du quotidien. Puis, tout d'un coup, l'action surgit, violente comme un tumulte cherchant à corriger cette situation qui a provoqué son émergence. L'une des caractéristiques de la politicité populaire est peut-être donnée par la tension provoquée par la poursuite de l'intérêt et la défense de la dignité¹¹. Son propre intérêt peut conduire le pauvre à la soumission, au mieux à la ruse. L'offense est souvent à l'origine de la révolte. Ce sont les injustices ordinaires des institutions qui conduisent les personnes à se rendre invisibles. Mais ce sont souvent ces mêmes injustices qui provoquent la rébellion. Et ce n'est pas vrai que la révolte est dépourvue de sens stratégique, qu'elle est pure émotion, comme si la colère était sans raison.

11. Numa Murard, « Dans le creux des récits de la pauvreté : la bête endormie », communication présentée aux journées d'études *La diagonale des conflits*, université nationale General Sarmiento et université Paris Diderot – Paris 7, Los Polvorines, Argentine, 27 et 28 septembre 2012.

Les conflits ouverts et la violence viennent requalifier l'action des bibliothèques, et plus encore, par leur intermédiaire, les classes populaires interviennent bien au-delà de cet équipement au sein de l'espace social du quartier et même au niveau national en provoquant les médias avec des actions spectaculaires. Comme nous l'avons dit, après l'agression d'une bibliothèque, ce faible taux de lecteurs qui inquiète les bibliothécaires, mais également les autorités, les agents de la culture et les enseignants, ne peut plus être perçu seulement comme une indifférence vis-à-vis du livre. Les conflits viennent mettre en évidence que cet équipement perçu comme « le plus emblématique de la République », apparemment neutre et ouvert, n'a rien d'impartial. Ils viennent montrer aussi par assimilation les alliances qui rendent solidaires les institutions (comme l'école, les services sociaux et du logement, la police et la bibliothèque). Les pierres, les insultes et les flammes viennent dire que la médiathèque n'est pas en deçà des conflits. L'incendie signifie au contraire que la médiathèque ne doit pas se cacher derrière son espace ouvert à toutes et à tous, qu'elle doit s'assumer en ce qu'elle incarne l'action d'un groupe social sur un autre, d'une politique publique qui vise à transformer la vie. Les incendies des bibliothèques nous renseignent sur la politique des bibliothèques et sur la place de l'écrit dans nos sociétés, mais ils nous renseignent surtout sur l'évolution d'une démocratie qui observe presque impassiblement comment se creusent les fractures sociales qui séparent ses citoyens en classes. Ces incendies sont des messages adressés aux hommes politiques et aux militants, aux gens de la culture et aux gouvernants. Ils tentent de faire entrer dans l'espace public ce que d'autres cherchent à en faire sortir. Ils visent l'action et le débat contre l'inaction, la relégation et l'oubli. On comprend mieux ainsi la nature politique d'un conflit où les formes nous effraient, mais où ce qui est en jeu est la manière que nous avons de nous organiser pour vivre ensemble.

LES TERRAINS DE LA RECHERCHE

+++++

La recherche sur laquelle s'appuie cet ouvrage a été réalisée entre l'automne 2006 et le printemps 2011, puis reprise en 2012. Ont été réalisées des enquêtes monographiques approfondies sur cinq quartiers où autant de bibliothèques avaient fait l'objet de conflits importants : dans le quartier Saussaie-Floréal-Courtille, à Saint-Denis, dont la médiathèque Gulliver a été incendiée pendant les émeutes de 2005. Auprès

de la bibliothèque du quartier des Aunettes, à Évry, qui a été incendiée entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2007. Dans le quartier des Quatre-Routes, à La Courneuve, dont la bibliothèque de la Maison de l'enfance a été brûlée pendant les émeutes de 2005. Dans le quartier du Clos Saint-Lazare, à Stains, où la bibliothèque Jules-Vallès a été fermée au profit d'une nouvelle structure : La maison du temps libre. Auprès de la médiathèque François-Mauriac, dans le quartier des Trois-Bornes, à Goussainville, dont la bibliothèque fut incendiée à deux reprises (en 2007 et en 2008) et ses grandes baies vitrées entièrement caillassées en 2009. Enfin, deux autres cas ont fait l'objet d'une observation suivie notamment à travers la presse et Internet : la bibliothèque Louis-Jouvet, à Villiers-le-Bel, incendiée en novembre 2007 ; et la bibliothèque Jo-Fourn, dans le quartier de Pontanézen, à Brest, incendiée à deux reprises, en 2000 et en 2009. Dans le cadre de ces enquêtes monographiques, un nombre important d'entretiens formels et informels a été réalisé avec notamment des habitants, des bibliothécaires et du personnel des différentes institutions présentes dans ces territoires ; des hommes politiques ont aussi été interviewés.

Le travail de recherche s'appuie aussi sur une enquête systématique réalisée auprès du réseau des 23 bibliothèques de la communauté d'agglomération de Plaine Commune entre octobre 2008 et janvier 2010. Dans ce cadre ont été réalisés soixante-quinze entretiens approfondis (d'une durée de 1h30 à 2h30) auprès des personnels de ces bibliothèques (les entretiens ont été enregistrés et ensuite retranscrits). La recherche s'appuie également sur une dense enquête documentaire. En plus des sources statistiques et documentaires (de l'Insee, des municipalités, des bibliothèques), une observation a été réalisée sur la presse (locale et nationale), sur la presse liée à la profession de bibliothécaire et sur des sites Internet en lien avec les quartiers ou avec la profession de bibliothécaire, notamment. Dans ce cadre, une enquête a été effectuée autour de la presse *people*, et une autre sur la chanson et les écrits de banlieue, en concentrant mon attention sur les livres écrits par les habitants des quartiers. Un séminaire a été organisé entre 2009 et 2010 à l'université Paris Diderot – Paris 7 autour du thème « Violences et bibliothèques » en collaboration avec Anne Kupiec (ont présenté des communications, notamment : Christophe Catanese [enssib], Dominique Deschamps [Direction de la lecture publique de Plaine Commune], Gérard Mauger [Centre de sociologie européenne – CNRS], Michèle Petit [Laboratoire dynamiques sociales et recomposition des espaces – LADYSS, université Paris 1], Hervé Renard

[ensib] et Fabienne Soldini [Laboratoire méditerranéen de sociologie – LAMES, université de Provence]).

Cette recherche est le fruit d'un travail collectif réalisé au sein de l'Atelier de recherche sur les classes populaires¹². Dans ce cadre, plusieurs personnes ont participé au travail et m'ont énormément aidé. Je remercie tout d'abord un groupe d'étudiantes de l'université Paris Diderot – Paris 7, de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et de l'université Sorbonne Nouvelle – Paris 3 qui ont collaboré dans les enquêtes de terrain, à l'exploration documentaire et/ou à la discussion du manuscrit : Pauline Beunardeau, Noémie Cirencien, Charlotte Perrot-Dessaux, Florencia Dansilio, Soledad Rojas, Emilia Schijman, Bozena Wojciechowski.

Anne Kupiec (université Paris Diderot) et Christophe Evans (service Études et recherche de la Bibliothèque publique d'information - Bpi) m'ont stimulé et accompagné dans l'exploration de ce monde des bibliothèques, nouveau pour moi. Sans eux, le chemin aurait été bien plus long et son exploration plus laborieuse. Je remercie tout particulièrement Florence Schreiber, directrice de la bibliothèque centrale de Saint-Denis. Elle a su se rendre complice de cette recherche et de ces interrogations depuis le début. Je salue en elle la passion politique de tous ces bibliothécaires qui travaillent dans des situations parfois difficiles. Dominique Deschamps, directrice de la lecture publique de Plaine Commune, nous a ouvert les portes des bibliothèques et donné accès à beaucoup d'informations. Elle et son équipe ont su accueillir nos critiques, supporter nos commentaires maladroits, nous avertir quand on faisait fausse route. Numa Murard, collègue et ami, m'a orienté, stimulé, soutenu et guidé jusqu'à ce que cette recherche donne lieu à une Habilitation à diriger des recherches qu'il a dirigée avec une immense générosité intellectuelle. Robert Castel, Roger Chartier, Emilio de Ipola, Monique de Saint-Martin, Olivier Schwartz et Étienne Tassin ont discuté une première version du texte en leur qualité de membres du jury de mon HDR soutenue le 25 novembre 2011. Précieuses, leurs critiques m'ont donné une année de travail. Merci !

12. L'Atelier de recherches sur les classes populaires est un espace ouvert de discussion et d'échanges, regroupant des chercheurs et des étudiants, et conçu dans un espace de travail collectif sur le rapport des classes populaires à l'écrit. Il est accueilli par le Centre de recherches et de documentation sur les Amériques (université Sorbonne Nouvelle – Paris 3), le Centre de sociologie des pratiques et des représentations politiques (université Paris Diderot – Paris 7) et l'Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (EHESS – université Paris 13). Pour plus de détails : < www.csprp.univ-paris-diderot.fr/Cultures-populaires-et-rapport-a-eve-282 > (consulté le 25 juillet 2013).